

Publié sur le site internet de la commune le 19/12/2023.

ARRETÉ MUNICIPAL N° 2023_140



Département de Vaucluse
Le Maire,

AUTORISATION DE VOIRIE DEMANDE D'OUVERTURE DE TRANCHÉE ET D'ARRETÉ DE CIRCULATION POUR TRAVAUX DE POSE DE CÂBLE BT - IMPLANTATION SUPPORT BETON

Le Maire de LA BASTIDONNE,

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
- VU** le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,
- VU** la demande de l'entreprise ou de l'organisateur en date du 19/10/2023 ;

Considérant que les travaux de **pose de câble BT – implantation support béton effectués par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE** pour le compte de Monsieur CHENEC (117^E Chemin du Réal) exigeront une traversée de la chaussée.

ARRETÉ

ARTICLE 1 : Le pétitionnaire est autorisé à engager les travaux de **pose de câble BT – implantation support béton** Ancien chemin du Réal – Chemin du Colombier entre le 04/12/2023 et le 01/02/2024. La circulation sera alternée par feux tricolores.

ARTICLE 2 : La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par l'entreprise. Une attention particulière devra être apportée à la maintenance de toute la signalisation temporaire par :

*EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE – Quartier Malespine Voie St Roch – 84120 PERTUIS
Représentée par Serge PIGNOLY – Tél : 06.17.96.28.78 –
Mail : serge.pignoly@eiffage.com*

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de **LA BASTIDONNE**.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 : M. le Maire de la commune de **LA BASTIDONNE**, la Gendarmerie de Pertuis, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à la Bastidonne,
le 19 décembre 2023.

*Que la Maire par Interdiction.
Beatrice PAMIER LAUREMARD*

Le Maire,

- certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
- informe qu'en application des dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.